

lung ist unseres Erachtens falsch, weil sie ein falsches Bild über die Zahl der Ausländer in der Schweiz ergibt und damit niemandem hilft.

Alle diese Begehren sind dem Bundesrat – wie gesagt – nicht neu. Sie sind auch von der Regierung des Kantons Graubünden immer wieder geltend gemacht worden.

In Übereinstimmung mit Herrn Lauber nutze ich die Gelegenheit, den Bundesrat zu bitten, diese Begehren wohlwollend und rasch zu prüfen und gutzuheissen. Gegenwärtig gibt es fast kein Thema, das nicht mit der EG 1992 in Beziehung gebracht werden kann. So auch dieses. Wenn wir europafähig bleiben wollen, müssen wir unsere Haupttrümpfe – und so einer ist der Tourismus – richtig ausspielen. Wir müssen uns so vorbereiten, dass wir auch in einer späteren grösseren Konkurrenz konkurrenzfähig sind, und dazu braucht der Tourismus vor allem genügend Personal und der Saisontourismus genügend Saisoniers.

Postulat überwiesen – Postulat transmis

88.866

Interpellation Jelmini Weiterbildung

Interpellanza Jelmini Perfezionamento professionale

Interpellation Jelmini Perfectionnement professionnel

Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1988

Seit einigen Monaten wird in der Öffentlichkeit immer wieder von der Weiterbildungsoffensive des Bundes und des Biga gesprochen. Der zunehmende Sachkräftemangel in unserer Wirtschaft macht es dringlich notwendig, dass in diesem Bereich schnell und zielgerichtet gehandelt wird. Wann gedenkt der Bundesrat mit konkreten Massnahmen ans Parlament zu treten?

Testo dell'interpellanza del 15 dicembre 1988

Da alcuni mesi nella pubblica opinione si parla sovente di una «offensiva» della Confederazione e dell'OFIAMT per il perfezionamento professionale.

La crescente carenza di mano d'opera qualificata nella nostra economia esige urgentemente interventi rapidi e appropriati in questo ambito.

Si chiede al Consiglio federale se e quando intende proporre al Parlamento concreti provvedimenti.

Texte de l'interpellation du 15 décembre 1988

Depuis plusieurs mois, l'opinion publique fait souvent état d'une «offensive» de la Confédération et de l'OFIAMT en faveur du perfectionnement professionnel. Or, le manque croissant de main-d'oeuvre qualifiée dans notre économie exige de toute urgence des interventions adéquates dans ce secteur.

Je prie le Conseil fédéral de dire si et quand il a l'intention de proposer au Parlement des mesures appropriées.

M. Jelmini: Au cours de ces derniers mois, les difficultés sur le marché du travail suisse ont fortement augmenté. On sait que de nombreux emplois ne peuvent plus être repourvus et que la part des entreprises faisant état d'un manque de personnel ne cesse d'augmenter. D'après les données les plus récentes, nous savons aussi que, durant le troisième trimestre de 1988, presque 50 pour cent des entreprises recensées par la statistique de l'emploi ont déclaré manquer de personnel qualifié, presque 20 pour cent, de personnel peu qualifié, et 10 pour cent, de main-d'oeuvre non qualifiée.

A cette situation momentanée, il convient toutefois d'ajouter trois réflexions à long terme: premièrement, d'après les scénarios démographiques de l'Office fédéral de statistiques, notre économie dispose de toujours moins de personnes pouvant exercer une activité lucrative. On prévoit que, d'ici à l'an 2010, le groupe d'âge de 0 à 19 ans diminuera de 180 000 unités, celui des personnes âgées de 20 à 39 ans, de 230 000 unités. En revanche, le groupe de personnes âgées de 40 à 64 ans augmentera de plus d'un demi million. Quant aux personnes âgées de plus de 65 ans, leur nombre augmentera de 300 000 unités. Ce vieillissement croissant de notre population fait d'ores et déjà sentir ses effets sur le marché de l'emploi. Beaucoup de branches ont de la peine à recruter suffisamment d'apprentis, et on se demande si le potentiel constitué par les travailleurs d'un certain âge ne devrait pas être mieux utilisé.

Deuxièmement, dans la perspective de la réalisation du marché intérieur européen dont il a été question ce matin lors du débat sur la politique économique extérieure, il faut notamment s'attendre à une intensification de la concurrence internationale. L'issue de cette lutte concurrentielle dépendra en partie de la capacité d'innovation des entreprises et de la créativité de leurs collaborateurs.

Enfin, la rapidité des mutations technologiques et le caractère toujours plus éphémère du savoir acquis appellent, l'une et l'autre, des mesures de stimulation dans le domaine de la formation continue et du perfectionnement professionnel.

Compte tenu de cette situation et du fait que nous ne pouvons pas simplement remédier à cette pénurie par le biais de notre politique à l'égard des étrangers, les éléments d'un projet offensif pour le perfectionnement, présentés jusqu'ici à l'opinion publique de manière fragmentaire, paraissent judicieux. Il importe de corriger constamment et dans une perspective à long terme les déséquilibres de qualification de nos collaborateurs. J'estime que la responsabilité du renforcement de la formation continue et du perfectionnement n'incombe pas seulement à l'Etat. L'offensive pour le perfectionnement doit être une action commune, menée à bien par tous les milieux intéressés: la Confédération, les cantons, l'économie privée, les entreprises, les associations professionnelles, les syndicats, les écoles publiques et privées. Mais il ne faut pas oublier qu'un point essentiel est celui de la motivation des travailleurs à parfaire leur formation.

La Confédération a déjà donné de nombreuses impulsions et déployé beaucoup d'efforts en vertu de la loi sur la formation professionnelle. Dans le cadre des mesures spéciales envisagées, elle devrait renforcer cet encouragement et accélérer le développement dans ce domaine. Il est surtout nécessaire d'agir rapidement, et je suis persuadé que le Conseil fédéral s'en rend compte. Je prie donc son président de m'informer sur les intentions et les procédures envisagées dans ce domaine.

M. Delamuraz, président de la Confédération: Le diagnostic de M. Jelmini est rigoureux et le Conseil fédéral y souscrit totalement.

Nous sommes en présence d'une situation qui est préoccupante parce que l'une des conditions-cadres que la Suisse a toujours pu annoncer comme une carte de visite d'efficacité et de capacité concurrentielle – la qualité et le nombre suffisant de sa main-d'oeuvre dans l'ensemble des secteurs de l'activité du monde du travail – n'est plus tout à fait réalisée aujourd'hui. Certes, pour l'essentiel, nous avons toujours le privilège de pouvoir disposer d'une main-d'oeuvre bien formée, au courant des techniques et de leurs évolutions, et qui, par la qualité et l'inspiration de son travail, nous permet de nous situer au-dessus de nos concurrents. Mais il y a notamment des domaines et des types d'emploi nouveaux, nés des nouvelles technologies, où la formation a du retard, où, par conséquent, le nombre de ceux que l'on attend pour remplir de nouveaux types d'emploi – en informatique, dans les secteurs tertiaire ou secondaire – est insuffisant. Dès lors, si nous ne voulons pas sacrifier tel ou

tel domaine de notre activité, de notre production, il faut mettre les bouchées doubles pour former davantage de travailleurs à des postes plus spécialisés qu'auparavant. Cela implique évidemment un effort conjugué de volonté, et pas seulement de bonne volonté. Il faut, pour parvenir à nos fins, que la Confédération, en tant que responsable au sommet de l'enseignement professionnel ainsi que des deux Ecoles polytechniques fédérales, apporte son soutien. Il faut que les cantons et les communes qui ont également leur part de responsabilité dans ce domaine interviennent. Il faut que les associations économiques et les associations du monde du travail, c'est-à-dire les donneurs et les preneurs d'emplois, soient associées à ce mouvement. Il faut que les entreprises, en tant que telles, y participent pleinement. Et encore, tout cela ne suffira pas. Il faudra, pour que l'exercice réussisse, que l'on ait un corps enseignant préparé à transmettre des techniques nouvelles, un savoir nouveau. Et ce corps enseignant ne se formera ni ne se recrutera en 48 heures.

Quand tout cela aura été mis en place, quand des nouveaux cours seront offerts à ceux qui s'y intéressent – encore faudra-t-il que quelqu'un s'y intéresse! – il y aura donc à développer des motivations à tous les niveaux, dans les entreprises, dans les écoles, pour ouvrir des cours et équiper ces écoles en appareils à la hauteur du temps – «up to date» en français. Il faudra de la motivation du côté des enseignants ainsi que du côté des travailleurs, de tous ceux qui veulent s'intéresser à une formation de base plus exigeante ou, en cours d'emploi, à une formation qui soit en réalité une transformation professionnelle permettant d'acquérir des techniques nouvelles.

Tout cela ne s'improvise pas. Pour donner une impulsion à ce programme très vaste, pour donner le déclenchement à ce que nous avons appelé – Monsieur Jelmini, vous le disiez – une véritable offensive, le Conseil fédéral prépare un message à votre intention qui portera essentiellement sur trois domaines.

Tout d'abord, en ce qui concerne la formation professionnelle continue, ce message situera la responsabilité et le programme que doivent suivre les écoles supérieures, c'est-à-dire les écoles techniques supérieures, les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration et, éventuellement, les écoles techniques. Il s'agira du rattrapage de la formation de base et du perfectionnement pour les professionnels au bénéfice d'un certificat. Il s'agira de mesures complémentaires en faveur des femmes – nous en parlions tout à l'heure – en faveur des étrangers de la deuxième génération, ainsi que des enseignants des écoles professionnelles.

Le deuxième objet du message comprendra les préoccupations et les solutions relatives à l'université et aux Ecoles polytechniques fédérales et à la formation continue dans ce cadre.

Le troisième objet sera celui de la promotion des technologies nouvelles dans le domaine de la fabrication intégrée par ordinateur. Seule l'abréviation anglaise fait foi dans ce domaine: il s'agit du fameux CIM, Computer Integrated Manufacturing.

Ce message, Monsieur Jelmini, concerne en tous cas deux départements, celui de l'intérieur et celui de l'économie publique. Afin de lui donner toute sa cohérence, il est prévu que mon département présente ces trois volets au nom du Conseil fédéral, donc aussi du Département de l'intérieur. Les offices fédéraux qui ont été impliqués à sa préparation sont l'OFIAMT, l'Office fédéral des questions conjoncturelles, l'Office fédéral de l'éducation et de la science, en contact avec les cantons, les institutions, les écoles et les milieux économiques. Nous avons déclenché, en septembre 1987 à Berne, tout le mouvement en réunissant une grande «Landesgemeinde» des milieux économiques, syndicats et organisations patronales. Et, de cette «Landesgemeinde» sont nés ces projets qui se concrétisent maintenant.

Je m'engage, concernant les délais, Monsieur Jelmini, à le présenter au Parlement, si ce n'est à la prochaine session, en tout cas à la session d'automne, car je partage aussi ce

sentiment que vous avez exprimé, selon lequel il est urgent d'entrer en matière, d'autant plus que les effets de ce message ne pourront pas se faire sentir du jour au lendemain. C'est donc bel et bien le moment de se mettre à l'oeuvre et de rattraper ce que nous serions en train de perdre dans la carte maîtresse de la qualité et de l'abondance de la main-d'oeuvre suisse.

Le président: Selon l'article 27, alinéa 3 de notre règlement, je demande à M. Jelmini s'il se déclare ou non satisfait.

M. Jelmini: Je me déclare satisfait de l'exposé de M. Delamuraz qui est presque une conférence de presse.

*Schluss der Sitzung um 12.00 Uhr
La séance est levée à 12 h 00*

Interpellation Jelmini Weiterbildung

Interpellation Jelmini Perfectionnement professionnel

Interpellanza Jelmini Perfezionamento professionale

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.866
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.03.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	98-99
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 383

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.